POINTS DE VUE

Les exercices de prospective sur le marché mondial des céréales montrent l'ampleur des enjeux économiques, bien sûr, mais aussi politiques et géostratégiques. Ils révèlent également que dans ce domaine, le nombre et l'importance des facteurs d'incertitude rendent très fragile toute projection. D'ailleurs, les experts sont partagés sur les évaluations quantitatives et surtout sur l'analyse qui doit en être faite.

Pour illustrer la diversité des points de vue exprimés, nous avons demandé à différentes personnalités de nous faire part de leur analyse et de dégager un ou deux éléments qui leur paraissent particulièrement déterminants pour l'agriculture à l'entrée du IIIe millénaire.

Deux points de vue « institutionnels » sont présentés par :

– Michel Petit, directeur de la recherche agricole à la Banque mondiale. Après avoir présenté les différentes interprétations, il explique que quelle que soit celle qui se rapprochera le plus de la réalité, il est indispensable de développer la recherche agronomique qui pourra permettre d'apporter des solutions aux défis de demain.

– Gérard Viatte, directeur de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Pêcheries à l'OCDE, rappelle les prévisions faites par l'OCDE. Il insiste sur les deux zones géographiques qui joueront un rôle prédominant dans l'organisation des marchés mondiaux : la Chine et les Pays d'Europe centrale et orientale (PECO).

Deux autres points de vue plus « extrêmes » et opposés sont représentés ici par :

– Dennis Avery, directeur du Center for Global Food Issues (Centre de recherches américain sur l'alimentation dans le monde). Il développe la thèse selon laquelle la demande alimentaire va beaucoup augmenter notamment en provenance de l'Asie. Les pays développés et en particulier l'Europe doivent se donner les moyens de répondre à cette demande. Comment? En continuant de développer leur agriculture sur le mode intensif, ce qui permettra de préserver des espaces naturels dans les pays en développement. Pour ce faire, l'Union européenne et la France doivent accepter de jouer la carte du libéralisme.

– Lester R. Brown et Hal Kane du Worldwatch Institute, (centre américain spécialisé sur les questions environnementales au plan mondial). Dans leur livre intitulé *La Maison est pleine,* ils démontrent que la demande alimentaire va exploser et que les capacités de production seront insuffisantes pour y répondre. Ils prévoient ainsi une crise alimentaire grave et durable.

Les différents points de vue sont, ici, représentatifs des enjeux en cause et visent à ouvrir le débat !

Perspectives d'évolution des marchés agricoles : plaidoyer pour la recherche agronomique internationale [22]

Par Michel Petit,
directeur de la recherche agricole à la Banque mondiale

Les experts aujourd'hui ne sont pas d'accord sur les perspectives à long terme du marché international des produits agricoles. Compte tenu de son importance, à la fois économique et symbolique, le marché mondial des céréales illustre cette hésitation des analystes et cristallise, aux yeux des observateurs, les difficultés résultant de cette incertitude pour orienter l'action. Les différences d'interprétation sont importantes. Certains auteurs sont convaincus que les forces conduisant à un accroissement continu de la production sont encore très fortes, qu'elles sont suffisantes pour assurer au volume de production son augmentation au même rythme que celui de la demande qui, elle, progressera sous l'effet de la croissance démographique et de la hausse des revenus. La tendance à l'augmentation du volume de l'offre sera telle que les prix continueront leur baisse séculaire et Malthus devra encore attendre pour voir peut-être un jour réalisée sa prédiction, à savoir que la population augmente plus vite que le volume des subsistances. D'autres auteurs, sensibles aux contraintes physiques qui limiteront l'augmentation des surfaces cultivées et de l'irrigation, soulignent que l'accroissement de la production ne sera possible que si les rendements augmentent significativement et ils affirment qu'un tel scénario est improbable. Lester Brown, par exemple, a récemment attiré l'attention sur le cas de la Chine, soulignant que si celle-ci continue de suivre l'évolution du Japon et de Taiwan, elle deviendra massivement importatrice de céréales (*cf.* p. 67). Ses projections atteignent des niveaux tels qu'ils sont irréalisables. Cependant cet exposé a pour objectif de démontrer l'ampleur des forces en jeu et d'illustrer un scénario plus que probable : un renversement historique de tendance sur les marchés internationaux.

Les conséquences de cette incertitude générale pour définir une politique optimale en matière de recherche agronomique sont apparemment totalement contradictoires. Si les premiers auteurs ont raison, il n'y a pas lieu de s'alarmer à propos de la crise financière traversée par de nombreuses institutions de recherche agronomique dans le monde. Les seconds auteurs suggèrent au contraire que l'accroissement de l'effort de recherche est urgent. Au pire, on pourrait penser que même un effort accru n'évitera pas la (ou les) catastrophe(s). Pourtant en y regardant de plus près, la contradiction n'est pas aussi flagrante. Les premiers auteurs basent leurs projections sur l'hypothèse que la productivité continuera de s'améliorer, ce qui, sur une période de plusieurs décennies, n'est possible que si l'effort de recherche continue d'être maintenu à un niveau élevé. Quant aux tenants de la thèse « pessimiste », leurs vues suggèrent que tout doit être fait pour éviter la catastrophe probable, c'est-à-dire qu'il faut au minimum enrayer la crise financière que traverse actuellement la recherche agronomique. En résumant, la première thèse suppose que l'effort de recherche sera important, la seconde suggère qu'il faut qu'il le soit.

Ce débat, et le consensus paradoxal qu'il produit sur le volume désirable de l'effort en matière de recherche agronomique dans le monde, doit être placé dans le contexte de la redistribution massive des rôles actuellement en cours au niveau international.

22. Les points de vue exposés ici sont ceux de l'auteur et ne doivent pas être attribués ni à la Banque mondiale, ni à son conseil d'administration, sa direction, ni à un quelconque de ses pays membres.

© ARMAND COLIN. La photocopie non autorisée est un délit.

Au cours des dernières décennies, la principale innovation institutionnelle a été la création et le développement des Centres internationaux financés et patronnés par le Groupe consultatif à la recherche agronomique internationale (GCRAI)[23]. Concentré sur l'accroissement de la production alimentaire dans les pays en voie de développement, et aussi, plus récemment, sur une meilleure gestion des ressources naturelles dans ces pays, ce groupe est devenu important, tant du fait des retombées de ses recherches pour l'agriculture des zones tempérées que par l'impact sur les marchés mondiaux de la croissance de la production agricole dans les pays en voie de développement, qui a été plus rapide que la croissance démographique.

Mais plusieurs changements majeurs se sont produits depuis la création des premiers centres internationaux il y a plus de trente ans. Tout d'abord, le nombre de chercheurs, convenablement formés, travaillant dans les pays en voie de développement a été plusieurs fois multiplié. Certes, beaucoup de ces chercheurs sont bien moins productifs qu'ils pourraient l'être du fait des conditions très difficiles dans lesquelles ils travaillent. Mais une telle situation démontre justement que tout effort sérieux de relance de la recherche agronomique au niveau mondial doit inclure la mobilisation plus efficace de ces ressources humaines abondantes, souvent mal employées.

Un deuxième changement majeur a été la véritable révolution scientifique en biologie. Il en résulte de nouvelles possibilités de progrès, difficilement imaginables il y a même seulement cinq ou dix ans. Mais pour que ce potentiel se réalise il faut trouver les moyens, en termes financiers et en termes d'organisation institutionnelle, de forger de nouveaux partenariats entre équipes de recherche ayant peu d'expériences communes et des dynamiques scientifiques et professionnelles très différentes, parfois contradictoires.

L'élargissement du champ des recherches agronomiques pour inclure systématiquement les préoccupations liées à l'environnement, notamment celles qui concernent une meilleure gestion des ressources naturelles, est un autre changement qui impose à la recherche agronomique une multiplication des partenariats. Certes, même l'amélioration des plantes requiert classiquement le dialogue avec les agriculteurs pour la définition des priorités de recherche et la validation des résultats. Mais cette exigence est encore plus forte et plus contraignante pour les recherches visant à améliorer la gestion des ressources naturelles. Cette gestion souffre souvent d'insuffisances institutionnelles, relatives par exemple au manque de clarté dans l'attribution des droits d'usage de ressources plus ou moins collectives. Par suite, les utilisateurs, individuellement ou collectivement, ne sont pas assez impliqués, ce qui conduit à des pratiques contraires à l'intérêt collectif à long terme. Dans ce contexte le rôle de la recherche est de produire et de proposer des innovations techniques et institutionnelles. Pour être utiles, de telles innovations doivent être viables aux plans économique, écologique et social. Cette dernière exigence implique que les chercheurs travaillent en collaboration avec les bénéficiaires potentiels de leurs activités, qui sont aussi ceux qui décideront ou non de mettre en œuvre les innovations proposées par les chercheurs.

Finalement les institutions de recherche agronomique dans les pays de l'OCDE, qu'elles soient ou non spécialisées dans les problèmes de l'agriculture tropicale, connaissent actuellement de profondes mutations. Certaines sont confrontées à une véritable crise d'identité, souvent liée à de graves difficultés financières.

Tous ces changements expliquent la redistribution massive des rôles à laquelle on assiste en ce moment dans le domaine de la recherche agronomique internationale. Ils suggèrent aussi que le mouvement de redistribution n'a fait que commencer et qu'il va se poursuivre au cours des années à venir.

---

23. *Cf.* l'annexe sur la recherche internationale en faveur des pays en développement qui décrit l'organisation du GCRAI et les recherches qui y sont menées.

En conclusion, il apparaît donc que l'effort de recherche agronomique au plan mondial ne doit pas être relâché. En fait certains signes en Europe, au Japon, dans certains pays en voie de développement et même aux États-Unis indiquent que l'on pourrait atteindre rapidement un consensus général sur la nécessité d'un tel effort. Par ailleurs, la redistribution des rôles promet d'être massive. À la lumière de ce diagnostic, chacun doit bien sûr se déterminer et orienter son action en fonction de ses possibilités et de ses responsabilités. En ce qui concerne la Banque mondiale, elle a clairement indiqué, tant par son discours que par ses actions récentes, qu'elle était convaincue de la nécessité d'enrayer la crise financière et qu'elle entendait faciliter l'émergence d'un système global de recherche qui soit à la fois plus efficace dans l'utilisation des ressources existantes, ou susceptibles d'être mobilisées, et orientées vers la solution des problèmes fondamentaux auxquels l'humanité est confrontée. Ces problèmes résultent de la croissance démographique, de la nécessité de lutter contre la pauvreté, en assurant notamment la sécurité alimentaire des plus pauvres tout en conservant, ou mieux en améliorant, la base de ressources naturelles sur laquelle reposent notre survie et celle des générations futures.

Les marchés agricoles de demain [24]

Par Gérard Viatte, directeur de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Pêcheries à l'OCDE

• *Perspectives à moyen terme des marchés agricoles*

Les principaux facteurs déterminant l'évolution des marchés à l'horizon 2000 sont de nature économique, démographique et politique :

– La *reprise économique dans la zone OCDE :* les hypothèses de croissance retenues pour la zone de l'OCDE s'établissent à 3 % par an pour la période 1996-2000.

– Une *croissance économique plus rapide dans certaines régions hors OCDE* : environ 4 à 5 % dans l'ensemble de la zone non OCDE et jusqu'a 6 à 7 % dans les économies dynamiques d'Asie et les pays en développement d'Asie du Sud-Est et d'Amérique latine. Compte tenu des coefficients d'élasticité relativement élevés, notamment pour les produits animaux, cette dernière catégorie de pays est à l'origine de la dynamique de la demande alimentaire.

– La *croissance démographique mondiale* est aussi un facteur fondamental. La population mondiale de 2025 est projetée à 8,5 milliards d'habitants dont 7 milliards dans les pays en développement.

– Les *politiques agricoles nationales* sont engagées dans un processus de mutation important, résultant à la fois de facteurs nationaux (reforme de la PAC, élargissement de l'UE, nouveau *Farm Bill* des États-Unis, nouvelle politique agricole canadienne, programme de compensation au Japon, etc.) et d'engagements internationaux.

---

24. Le présent exposé n'engage que la responsabilité de l'auteur, et non pas celle de l'OCDE ou de ses pays membres. Les principales sources utilisées sont les plus récentes publications de l'OCDE, éditées en 1995 : *Perspectives agricoles 1995-2000; Politiques, marchés et échanges agricoles dans les pays de l'OCDE, Suivi et perspectives 1995; Politiques, marchés et échanges agricoles dans les PECO, certains NEI, en Chine et en Mongolie, Suivi et perspectives 1995; Les secteurs des céréales et des oléagineux en Chine : le point de l'évolution en cours.*

© ARMAND COLIN. La photocopie non autorisée est un délit.

Le volet agricole de l'accord de l'*Uruguay Round* crée des conditions nouvelles pour les marchés internationaux, même si les effets sont, dans l'immédiat, limités et progressifs. Sur le fond, cet accord représente une approche nouvelle qui consacre les grands principes de la réforme des politiques agricoles dans la direction d'une plus grande orientation par le marché, comme le demandait l'OCDE depuis 1987. Certes, il faut évaluer avec attention les effets des trois catégories d'engagements : accès aux marchés, soutien intérieur, subventions à l'exportations. Globalement, c'est ce troisième engagement qui aura probablement les incidences immédiates les plus prononcées sur le marché mondial.

De manière générale, les perspectives dégagées par l'OCDE se traduisent par des tendances globalement positives :

– *Un raffermissement des prix :* le ralentissement de la croissance de l'offre et la réduction des excédents dans les pays de l'OCDE, associés à une réduction du volume des exportations subventionnées, devraient permettre de réduire, à moyen terme, les distorsions affectant les marchés internationaux des produits. De plus, la reprise économique dans la zone OCDE et la forte demande de produits importés dans la zone hors OCDE contribueront à une hausse modérée des prix mondiaux (en termes nominaux) des produits agricoles en l'an 2000. Toutefois, en termes réels, les prix des produits continueront de baisser, mais à un rythme plus lent que dans les années 1980.

– Le *rôle décisif des « pays émergents »* : la forte croissance économique prévue dans les pays non membres de l'OCDE, en particulier en Asie et dans certains pays d'Amérique latine, est un des principaux facteurs déterminant les perspectives. Cette croissance devrait entraîner une augmentation des niveaux de consommation de produits alimentaires et une évolution progressive des habitudes alimentaires en faveur d'une alimentation plus riche en protéines. Dans certains pays, cette situation se traduira par un fort développement des importations de viandes. Dans d'autres pays, elle aura principalement pour effet une augmentation des importations d'aliments du bétail. Le rôle décisif de la Chine est traité séparément (*cf. infra*).

– *Moins de distorsions sur les marchés mondiaux :* par rapport au niveau moyen de 1990-1993, les importations nettes de blé et de céréales secondaires dans la zone hors OCDE, à l'exclusion de l'ex-Union soviétique, devraient, selon les projections, augmenter de 21 et 65 % respectivement d'ici l'an 2000. Les approvisionnements sur le marché mondial seront de plus en plus assurés par des producteurs réagissant davantage aux forces du marché et l'écoulement d'excédents jouera un rôle de moins en moins important. Ces évolutions pourront favoriser la stabilité des marchés mondiaux. La part des exportations subventionnées diminuera. Ainsi, les exportations subventionnées de blé et de céréales secondaires de l'UE diminueraient de 28 % et 48 % respectivement, alors que les paiements EEP des États-Unis ne s'appliqueraient qu'à 1/3 des exportations de blé en l'an 2000 au lieu de 60 % aujourd'hui.

Toutefois, des *incertitudes subsistent :*

– *Maintien des mesures de maîtrise de l'offre :* le maintien de ces mesures s'avérera nécessaire. Ces mesures contribueront à créer un environnement favorisant une baisse des exportations subventionnées, et éventuellement des stocks publics, ainsi qu'un certain élargissement de l'accès aux marchés. Même si ces mesures de maîtrise de l'offre induisent des distorsions sur les marchés intérieurs, les distorsions des marchés mondiaux diminuent. Toutefois, cette dépendance à l'égard des mesures de contrôle de l'offre est aussi un facteur d'incertitude. En 1994, environ 80 % de la production céréalière dans la zone OCDE était concernée par les programmes de limitation des superficies cultivées et environ 2/3 de la production de lait étaient produits dans le cadre de systèmes de quotas. L'expérience passée a montré qu'il n'est pas aisé de prévoir les paramètres des mesures de maîtrise de l'offre, notamment les niveaux

des quotas laitiers et les taux de mise en jachère des terres. La réduction, en 1995, des taux de gel des terres consacrées à la culture des céréales au sein de l'UE, la possibilité que les États-Unis ne renouvellent que dans une proportion limitée les contrats conclus dans le cadre du Programme de mise en réserve des terres fragiles (CRP), représentent des exemples d'incertitudes.

– Plus généralement, *la dépendance accrue à l'égard de l'évolution économique et politique des pays « émergents »* et des divers groupes de pays en développement, notamment la Chine (*cf. infra*), accroît le degré d'incertitude. Si la croissance économique dans la zone hors OCDE s'avérait plus lente que prévu et les monnaies plus faibles, la demande s'établirait également à un niveau moins élevé de sorte que les importations et les prix seraient inférieurs aux prévisions actuelles.

– *En conclusion*, il sera plus que jamais nécessaire de suivre avec une grande attention l'évolution des marchés agricoles et de remettre à jour régulièrement les prévisions. A cet égard, deux facteurs doivent être pris en considération en priorité : premièrement, l'analyse de l'incidence des politiques agricoles, qui sont en mutation dans tous les pays du monde pour des raisons économiques internes; deuxièmement, les effets de la mise en œuvre concrète des divers engagements pris dans le cadre du volet agricole de l'*Uruguay Round*.

• *Deux zones stratégiques : la Chine et les PECO*

La Chine

Au plan mondial, la Chine est un grand producteur de blé et de céréales secondaires. La politique officielle qui ressort des plans gouvernementaux quinquennaux vise l'autosuffisance en céréales.

L'augmentation de la production de céréales a été supérieure à la croissance démographique entre 1978 et 1984 avec des taux de croissance de 5 et 1,4 % respectivement, ainsi qu'entre 1989 et 1993 (où la production de céréales a augmenté de 3 % par an); toutefois, une moindre croissance est prévue au cours des années 1990.

Des changements structurels sont intervenus tant dans la production que dans le rôle des céréales dans l'économie rurale. En 1978, la production de céréales représentait 77 % du revenu des productions végétales, et 50 % du revenu agricole. En 1993, ces parts sont tombées respectivement à 55 et 31 %, marquant le déclin de la part des céréales dans la production agricole totale et dans les revenus des agriculteurs. De plus, la part des terres arables ensemencées en céréales a diminué au cours de cette même période, l'augmentation de la production n'étant imputable qu'à celle des rendements.

Les changements structurels les plus significatifs pour la consommation sont, d'une part, l'importance croissante prise par les céréales dans l'alimentation du bétail du fait de l'accroissement de la consommation de viande et, d'autre part, l'utilisation de céréales pour d'autres usages, comme la production d'alcool.

En principe, on peut penser que ces tendances devraient persister durant le reste de la décennie; selon cette hypothèse, la demande de céréales croîtrait plus vite que la production, les importations de blé augmenteraient et les exportations de céréales secondaires diminueraient au cours des cinq prochaines années.

Ces prévisions doivent toutefois être interprétées avec prudence et une grande incertitude subsiste au sujet de la position de la Chine sur le marché mondial. Cette incertitude est probablement le facteur le plus important pour l'évaluation des perspectives futures du marché mondial des céréales.

Plusieurs éléments justifient cette prudence et indiquent que la gamme des scénarios possibles est assez large :

© ARMAND COLIN. La photocopie non autorisée est un délit.

– Premièrement, au cours des dix dernières années, la Chine a été capable de doubler sa production de viande sans augmenter le volume de ses importations de céréales secondaires. En effet, la production de viande s'est accrue d'environ 9 % par an, alors que celle des céréales n'a augmenté que de 1,7 % par an. Les gains de productivité en alimentation animale ont été importants et pourraient être encore significatifs à l'avenir. Par ailleurs, les produits d'alimentation autres que les céréales jouent un rôle important.

– De nombreuses analyses considèrent que la superficie cultivée et la production totale de céréales sont nettement sous-estimées dans les statistiques officielles. Il en résulterait une surestimation des rendements d'environ 15 % et une sous-estimation de la production d'environ 50 millions de tonnes. Dans cette hypothèse, les ressources céréalières de la Chine seraient beaucoup plus élevées que celles indiquées dans les statistiques officielles.

L'évolution future dépendra aussi fortement des politiques qui seront mises en œuvre. Les politiques actuelles semblent vouloir éviter un recours massif aux marchés internationaux pour satisfaire la demande alimentaire, et tendre plutôt à maintenir un fort degré d'autosuffisance. Il n'est toutefois pas certain que ces objectifs puissent être atteints, même si les résultats obtenus jusqu'ici en matière de production agricole et de développement rural ont été plutôt positifs.

Les Pays d'Europe centrale et orientale

Les réformes économiques et politiques appliquées ces dernières années ont généralement conduit à une forte diminution de la consommation alimentaire, notamment pour les produits animaux, à une chute considérable de la production agricole (baisse d'environ 12 à 15 millions de tonnes de la production de céréales) et à la détérioration de la balance commerciale agricole.

La baisse des revenus réels et les nouvelles relations de prix se sont traduites par une baisse de la consommation des produits animaux d'environ 20 à 30 %. Il faut toutefois souligner que les niveaux de consommation antérieurs étaient *artificiellement élevés* du fait des fortes subventions à la consommation. La production a dû s'ajuster à la baisse de la demande intérieure et aux nouvelles relations commerciales caractérisées par la disparition du système COMECON et la protection des marchés occidentaux. Le déclin de la production fut aussi influencé par des facteurs structurels correspondant au processus de transition économique. Les principaux facteurs qui ont affecté le secteur agricole ces dernières années sont les suivants :

– l'instabilité de l'environnement macro-économique ;

– la détérioration des termes de l'échange pour l'agriculture ;

– l'insuffisance des moyens de production et l'inefficacité des systèmes de commercialisation ;

– l'insuffisance de crédits agricoles et l'absence d'un système efficace de financement ;

– les problèmes liés aux conditions de propriété, aux réformes foncières et à l'absence d'un véritable marché des terres.

En ce qui concerne la demande alimentaire, elle ne devrait pas se modifier fortement à l'avenir. Les dépenses alimentaires des ménages, dont une forte proportion est déjà consacrée à l'alimentation, ne devraient pas augmenter fortement. L'augmentation des revenus réels devrait plutôt permettre d'accroître la consommation des produits et services qui n'étaient pas disponibles auparavant. Pour la production, les obstacles structurels déjà mentionnés sont progressivement surmontés et une certaine stabilisation des secteurs agricoles s'est manifestée dès 1993-1994 (*cf. supra*).

À la fin des années 1980 lorsque les réformes ont débuté, l'ensemble de la région était un modeste importateur net des céréales, et un important exportateur net de viande.

Elle dégageait un excédent commercial agricole d'environ 3,5 milliards de dollars. De 1990 à 1994 des importations nettes de céréales n'ont pas augmenté d'une manière significative étant donné que la dimunition des besoins de céréales secondaires a compensé la chute de la production.

Il est certain que les PECO disposent d'un important potentiel de production inutilisé. La réalisation de ce potentiel à l'avenir dépend de plusieurs facteurs, en particulier des niveaux des prix, des conditions d'accès aux marchés extérieurs et de la mise en œuvre des accords de l'*Uruguay Round*. Les conditions de l'accession à l'UE et l'incidence des accords de l'*Uruguay Round* sont les deux principaux facteurs. Actuellement il existe un écart de prix important pour les produits agricoles entre les PECO et l'UE. Le niveau de soutien est beaucoup plus faible dans les PECO que dans l'UE (par exemple, en 1993, l'ESP — Équivalent Subvention au Producteur — était de 16 % pour la Pologne et de 45 % pour l'UE). Si les PECO s'alignent rapidement sur les niveaux de prix de l'UE pour préparer une future accession, il pourrait en résulter une très forte réponse de l'offre. Une telle augmentation de la production serait non seulement très coûteuse pour les consommateurs et le budget des PECO, mais pourrait aussi aller à l'encontre des engagements de l'*Uruguay Round*, notamment en matière de subventions à l'exportation ; des mesures de contrôle de l'offre pourraient remédier partiellement à ces problèmes mais elles poseraient à leur tour des problèmes administratifs et économiques.

Plaidoyer pour le libre-échange

Par Dennis Avery, directeur du Center for Global Food Issues, du Hudson Institute (États-Unis)

La PAC a subi des changements radicaux et par conséquent l'avenir des marchés céréaliers au plan mondial provoque l'inquiétude des agriculteurs.

• *L'Asie, clé des échanges*

On est à peu près sûr que la production mondiale de céréales croîtra au rythme de la demande et que les prix resteront modérés. Cependant, l'avenir des échanges de grains est lié à l'augmentation de la demande alimentaire en Asie, dont la densité de population par hectare de terre cultivable, en 2040, devrait être 8 ou 9 fois supérieure à celle enregistrée en Occident.

La grande question est : « les producteurs français auront-ils accès au marché asiatique ? ». Si tel n'est pas le cas, la France connaîtra, à la fois, une réduction du nombre d'agriculteurs et des prix à la production faibles.

Les agriculteurs français doivent commencer à raisonner en faisant abstraction des programmes gouvernementaux. L'ancien jeu du soutien des prix, des quotas de production et des protections aux frontières est terminé. Le gouvernement n'en a plus les moyens et les autres pays exportateurs ne le toléreront plus. Une nouvelle réalité commence à s'imposer — les garanties de prix diminuent, les quotas de production se réduisent — et cela constitue non pas une exception, mais une tendance durable.

Malheureusement, la PAC se concentre de plus en plus sur des paiements directs aux petits agriculteurs « politiquement corrects ». Les agriculteurs « commerciaux » sont délaissés, alors même qu'ils pourraient et devraient contribuer à combler le déficit alimentaire, notamment asiatique. Mais le gouvernement français peut encore aider les agriculteurs — en s'engageant à abaisser les barrières aux échanges avec l'Asie.

© ARMAND COLIN. La photocopie non autorisée est un délit.

Les enjeux sont énormes. Le monde assiste aujourd'hui à la plus forte augmentation de la demande alimentaire jamais enregistrée, dont une grande part en provenance d'Asie. Or celle-ci aura beaucoup de difficultés à satisfaire seule ses besoins alimentaires. La consommation de viande, en Chine, croît au rythme de 3 millions de tonnes par an. Que ce soit par des exportations de céréales fourragères ou de viande, l'agriculture française peut en tirer profit.

Il est regrettable que les accords de l'*Uruguay Round* autorisent plus de 95 % d'autosuffisance alimentaire par pays, et que les pays asiatiques soient encouragés à pratiquer des politiques protectionnistes semblables à celle qui était jusque-là appliquée en France.

• *Le défi de l'environnement*

La nécessité du libre-échange s'impose, plus encore, en ce qui concerne l'environnement. Sans la libre circulation des produits agricoles, le monde perdra une grande partie de ses espaces naturels et, probablement, quantité d'espèces végétales et animales. Cette affirmation ne vise pas à faire peur : elle traduit un simple constat des réalités.

Selon les chercheurs, la disparition des espaces naturels constitue la plus grande menace actuelle sur la flore et la faune. Quelque 36 % des extinctions d'espèces répertoriées sont directement imputables à la disparition des espaces naturels, et le rôle de ce facteur est d'autant plus important qu'il amplifie les autres causes d'extinctions. Le cas des éléphants et des gorilles, en Afrique, est un bon exemple. La population de ces espèces s'amenuise en raison de la chasse non réglementée et du braconnage, mais ces facteurs auraient beaucoup moins d'importance si une large part de leur habitat n'avait pas déjà disparu sous la pression de l'agriculture extensive.

L'agriculture est le plus grand utilisateur d'espaces. Un tiers de la surface totale des continents est utilisée pour la culture et le pâturage. L'agriculture intensive (à hauts rendements) permet de préserver un autre tiers de cette surface sous forme de bois et de forêts (le dernier tiers étant constitué de terres improductives comme les déserts et les glaciers).

Mais l'Asie, du fait de la densité de sa population, a moins d'un tiers de sa surface en forêts. Elle utilise déjà un pourcentage beaucoup plus grand de sa surface cultivable. Un fort accroissement de la production alimentaire nécessiterait la mise en culture des derniers espaces naturels. L'Indonésie défriche actuellement 600 000 hectares de forêts tropicales pour cultiver des sojas à faibles rendements destinés à nourrir des poulets. Cette opération est conduite à l'abri du monopole gouvernemental à l'importation ; sinon, elle ne rapporterait rien, pas même le coût des scies pour abattre les arbres.

Pour répondre à la demande en faveur d'une meilleure alimentation, suscitée par la hausse du niveau de vie en Asie, la production alimentaire mondiale devrait tripler d'ici 2040. S'il n'est pas possible, grâce au libre-échange, de combler le déficit alimentaire asiatique, les espaces naturels et les espèces sauvages dans cette région du monde cesseront d'exister.

• *Une priorité politique*

Il faudra la pression combinée de *tous* les pays exportateurs pour faire sauter les obstacles à l'importation dans les pays d'Asie *avant qu'ils n'aient investi le capital et détruit les écosystèmes pour améliorer leur autosuffisance*. La décision prise, en Chine, de déplacer une ville entière d'un million d'habitants pour construire un barrage pour la production d'électricité et l'irrigation, témoigne de leur détermination.

Avec la crise budgétaire qui affecte pratiquement toutes les nations exportatrices, la seule option viable pour les agriculteurs est l'accès aux marchés asiatiques en croissance. Fort heureusement, nos gouvernements peuvent se permettre de s'engager en faveur du libre-échange de produits agricoles.

La production agricole ne pourra pas suivre la demande

D'après Lester R. Brown et de Hal Kane
du Worldwatch Institute (États-Unis)

Le temps des excédents est révolu. Le monde s'achemine vers un grave crise alimentaire résultant, notamment, de l'incapacité des pays exportateurs à répondre à l'explosion de la demande en Chine. Il faut donc s'attendre à une envolée des prix agricoles dans les premières décennies du XXIe siècle. Telle est la principale conclusion — et le cri d'alarme — du dernier ouvrage de Lester R. Brown et Hal Kane[25].

• *Un appétit de géant*

L'augmentation de la population et la demande croissante en protéines animales dans les NPI entraînent une progression phénoménale des besoins alimentaires mondiaux.

Entre 1990 et 2030, estiment L.R. Brown et H. Kane, la population mondiale devrait s'accroître de 3,6 milliards d'habitants, soit 68 %, à 8,9 milliards. À l'effet démographique s'ajoute celui du développement économique — notamment dans les pays d'Asie — qui engendre la recherche d'une alimentation diversifiée, accordant une plus grande place aux produits animaux (lait, viandes et œufs) et à la bière. Au total, la demande en céréales dans les 13 pays les plus peuplés devrait augmenter d'environ 600 millions de tonnes, soit 53 %, pendant les quarante prochaines années.

• *Des capacités de production limitées*

Selon le Worldwatch Institute, la croissance de la production agricole ne pourra pas satisfaire celle des besoins, et le déficit alimentaire de la planète va se creuser dans les années qui viennent. La surface cultivable diminue dans les pays industrialisés et en Chine. On constate un ralentissement de la croissance des rendements dû, notamment, à une moindre efficacité des apports d'engrais. La dégradation de l'environnement — érosion et « salinisation » des sols, pollution de l'atmosphère — et l'épuisement des ressources en eau, ainsi que les risques de réchauffement du climat, font peser des menaces sérieuses dans certaines régions. Quant aux biotechnologies, malgré des applications prometteuses dans certains domaines, elles ne devraient pas permettre un bond spectaculaire de la productivité agricole dans les prochaines décennies.

L.R. Brown et H. Kane projettent une augmentation de la production céréalière, dans les 13 pays étudiés, inférieure à 250 millions de tonnes entre 1990 et 2030. Le déficit céréalier global, dans ces pays, s'aggraverait donc de 350 millions de tonnes (dont 60 % imputables à la Chine). Il atteindrait 526 millions de tonnes si l'on inclut l'Afrique, l'Europe et l'Amérique du Sud. Ce chiffre est considérable : il représente près du triple des importations actuelles de céréales sur le marché mondial.

• *Hausse des prix mondiaux*

Le déséquilibre croissant entre l'offre et de la demande de céréales se traduira inéluctablement par une forte hausse des prix mondiaux, estiment les auteurs, semblable à celle aujourd'hui constatée pour les produits de la mer. L'envolée des cours pourrait entraîner une réduction de la consommation alimentaire — avec des effets dramatiques dans les pays pauvres —, et enrayer la croissance économique dans les pays en développement.

---

25. *Full House. Reassessing the Earth's Population Carrying Capacity*, Worldwatch Institute, Norton, 1994.

© ARMAND COLIN. La photocopie non autorisée est un délit.

Certes, l'augmentation des prix favorisera les investissements productifs en agriculture, mais, étant donné les contraintes techniques et environnementales actuelles, il est douteux que la production agricole puisse progresser suffisamment — et assez rapidement — pour épargner au monde une crise alimentaire durable. À moins, bien sûr, de réduire radicalement la croissance démographique puisque, selon le titre du livre de L.R. Brown et de H. Kane, « la maison est pleine ».